



Champs-sur-Marne

# La lettre du maire

Décembre 2014

Maud Tallet



## MAUVAIS EXEMPLE !

Pour les collectivités territoriales, en plus des réductions des concours financiers de l'Etat déjà actées par les précédentes lois de finances, **une diminution de DGF de 11 milliards d'euros est programmée jusqu'en 2017, en application de « la jurisprudence Fillon »** selon laquelle la quote-part de la réduction de la dépense publique qui doit être supportée par les collectivités territoriales est de 20%.

### Conséquences pour le public

*Les conséquences des choix gouvernementaux vont être dramatiques pour l'investissement public réalisé à 76 % par les collectivités territoriales.*

Il faut prendre la mesure de la traduction effective de la réduction de 11 milliards de Dotation Globale de Fonctionnement sur un plan d'économies, national, de 50 milliards d'euros décliné entre 2015 et 2017.

*Dans les faits, cette diminution des concours financiers de l'Etat va vite se ressentir sur le secteur des travaux publics, particulièrement.*

Leurs capacités d'autofinancement et l'équilibre budgétaire vont être gravement mis à mal, ayant pour effet quasi-direct :

- soit une réduction drastique de leurs dépenses avec des suppressions massives d'emplois publics et d'offres de services publics de proximité ;
- soit une forte augmentation de l'impôt local ;
- soit les deux à la fois, avec les répercussions qu'on peut imaginer sur la vie de certaines populations locales déjà broyées par la crise.

## Les orientations budgétaires et leurs conséquences dans votre vie au quotidien

*Après le 97<sup>ème</sup> Congrès de tous les maires de France, je tiens à m'adresser solennellement à chacune et chacun d'entre vous à propos des contraintes budgétaires qui touchent Champs-sur-Marne comme toutes les collectivités locales : communes, communautés de communes, départements et régions.*

### A ce Congrès, l'exigence des maires a été unanime :

#### ► La baisse des dotations de l'État doit être corrigée !

*Les collectivités locales ne sont pour rien dans les difficultés des finances publiques et de la dette, car elles doivent et elles le font, avoir des budgets à l'équilibre !*

- Alors, diminuer de 3,67 milliards d'euros les dotations d'État aux collectivités, c'est mettre en danger la cohésion sociale, le dynamisme territorial et par voie de conséquence, c'est affaiblir le service public et l'emploi local.
- En 2012, les électeurs ont voulu mettre un terme à la politique antisociale menée en France.

*Aujourd'hui, pour les salariés, les retraités, les précaires, les privés d'emploi, les jeunes, ... la déception est immense !*

**L'austérité imposée par les gouvernements, depuis 2012, empêche toute relance économique.**

**Notre pays s'enfonce dans la crise et l'explosion du chômage** et, les justifications du gouvernement, et de nombreux élus de « la majorité présidentielle » à l'égard des choix de l'action politique nationale, sont insupportables pour toutes celles et tous ceux qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Favoriser le « grand patronat » au détriment des salariés et des familles, **c'est l'inverse d'une politique de gauche !**

#### ► En « chassant SARKOZY par le vote » ce n'est pas pour ça que les électeurs de gauche ont voté en 2012 !

**Le projet de budget 2015 de l'Etat et de la Sécurité sociale s'attaquent à nouveau aux valeurs de solidarité et de partage des richesses :**

- une médecine à 2 vitesses, avec moins de remboursements et moins de moyens pour les hôpitaux publics au profit du privé ;
- 50 milliards de dépenses publiques en moins, alors que les entreprises ont encore reçu cette année 55 milliards d'aides publiques de l'Etat, sans aucune contrepartie en terme de création d'emplois ;
- 28 milliards de dotations en moins pour les seules collectivités locales alors qu'elles effectuent plus de 76% de l'investissement public au service de la population.

#### ► Par exemple, en 2015, l'Etat prévoit de supprimer environ 850 000 euros pour Champs-sur-Marne.

- Les Maires exigent les moyens financiers pour mettre en oeuvre les services qui leurs sont transférés. Comme par exemple à Champs-sur-Marne, pour le Temps d'Activités Périscolaires, dont l'estimation, est de 150 euros par enfant par an, alors que les « dotations prévues » ne seraient que de 100 euros.

**Tout cela est inacceptable !**



**Depuis 2012, les gouvernements ont changé, mais les budgets n'ont pas progressé.** Ils ont, même, au contraire, poursuivi leur baisse, y compris pour ces actions qui relèvent des **missions régaliennes** et de **solidarité nationale**.

- Après deux «*années de gel*» des dotations et des concours financiers en direction des collectivités territoriales, **2014 a été la première année de baisse de 1,5 milliard d'euros. Elle sera suivie, dès 2015 et pour trois ans, d'une baisse de 3,7 milliards d'euros par an.** Au total, ce seront près de 28 milliards d'euros de dotations que nos collectivités territoriales auront perdus d'ici à 2017.

**Quand les élus empruntent, c'est pour investir: ils n'ont pas le droit de le faire pour payer les factures de fonctionnement.**

- **Pendant ce temps, les différents gouvernements ont préféré réduire la pression fiscale sur les foyers «très riches» et sur les entreprises, en particulier les plus grosses.**

Ils ont réduit les ressources publiques au service de l'intérêt général, au profit de «*niches fiscales*» de toutes sortes, pour satisfaire quelques appétits particuliers et réduire leurs impôts.

- **Les collectivités territoriales, leurs élus, n'ont pas de leçon à recevoir concernant la façon de gérer l'argent public.**

Avec votre Maire, la Municipalité de Champs-sur-Marne veut agir avec vous pour refuser de s'engager dans cette voie désespérante et sans perspective.

- **Les Maires refusent fermement, le principe** d'un «*objectif d'évolution des dépenses collectivités*»: Par exemple, si une commune pratiquait des dépenses, parce qu'elle en a les moyens en ayant les recettes correspondantes et en le faisant pour des raisons locales, elle se verrait réduire ses dotations et subventions !

► **L'Etat doit continuer de soutenir notre commune qui mène une politique ambitieuse de réponse aux besoins sociaux:**

- les services publics de proximité et à la personne,
- l'accueil de la petite enfance et de l'enfance,
- les actions pour la jeunesse et la culture,
- la gratuité scolaire et des Temps d'Activités Périscolaires,
- le soutien aux associations sportives et culturelles,
- la solidarité et les aides sociales,
- ...

**Dans notre pays, ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique de l'utiliser autrement !**

**Il est urgent de proposer des solutions nouvelles et efficaces pour sortir de la crise et redistribuer les richesses !**

- Face à ces difficultés, nous pourrions «*avoir la tentation de nous résigner*» et de supprimer des services à la population, aujourd'hui très utiles.

Mais,

- parce que nous, élus de la municipalité, nous croyons en Champs-sur-Marne ;
- parce que nous portons la nécessité d'une «*République exemplaire, solidaire, fraternelle*» ;
- parce que nous sommes persuadés que le service public local et l'investissement public sont des moteurs pour atténuer les crises et soutenir le redémarrage,

**nous vous proposons de ne pas baisser les bras.**

- **Nous avons besoin de vous** pour obtenir de l'État les moyens indispensables à la bonne marche de notre ville, pour maintenir les services à la population : le maintien à domicile des personnes âgées, le soutien aux associations sportives et culturelles, les efforts en matière de sécurité et de tranquillité publique, le développement des travaux de réseaux et de voirie, la mise aux normes de sécurité de nos écoles et bâtiments municipaux, l'amélioration du cadre de vie, les activités de loisirs en faveur de nos anciens comme de nos enfants...

- **Nous avons besoin de vous**, car dans toute la France, des maires, des élus se mobilisent et mobilisent leur population pour demander une révision de cette baisse dangereuse.

Déjà, des communes ont annoncé une hausse des impôts locaux pour compenser cette baisse.

Ce n'est pas le choix de la municipalité de Champs-sur-Marne !

- **J'en appelle à vous tous** pour porter cette volonté de notre ville, de notre territoire :

**auprès du Préfet, auprès des parlementaires de Seine et Marne, du Premier Ministre, avec ambition et esprit de responsabilité pour Champs-sur-Marne.**

Avec tout mon dévouement et très sincèrement,

Maud TALLET  
Maire de Champs-sur-Marne  
Conseillère générale

Déposez ou retournez le coupon ci-joint à Madame le Maire de Champs-sur-Marne.

**Je soutiens l'exigence de moyens financiers pour ma commune**

Assez des «*cadeaux au grands patrons*», l'argent public doit aller aux collectivités publiques pour répondre aux besoins des familles, de la population, des jeunes, des sans-emplois et des services municipaux.

Nom : ..... Prénom .....  
Signature